



**ORGANISATION
INTERNATIONALE
DU CAFÉ**

ICC 124-12

26 mars 2019
Original : anglais

F

Conseil international du Café
124^e session
25 - 29 mars 2019
Nairobi (Kenya)

**Déclaration de Directeur exécutif de
l'Organisation internationale du Café
à la cérémonie d'ouverture de la 124^e
session du Conseil**

Monsieur Uhuru Kenyatta, Président de la République du Kenya

Monsieur William Ruto, Vice-Président de la République du Kenya

Monsieur Gideon Mbuvi, Gouverneur de Nairobi

Monsieur Mwangi Kiunjuri, Secrétaire du Cabinet pour l'agriculture, l'élevage, les pêches et l'irrigation

Monsieur Peter Munya, Secrétaire du Cabinet pour l'industrie, le commerce et les coopératives

Madame Stefanie Kung, Présidente du Conseil international du Café

Mesdames et Messieurs les délégués, Mesdames et Messieurs,

Karibu sana, Bienvenue au Kenya,

Personnellement, et au nom de tous les Membres de l'Organisation internationale du Café, je tiens tout d'abord à exprimer ma gratitude à nos hôtes pour avoir invité l'OIC à tenir la 124^e session du Conseil international du Café et les réunions connexes ici à Nairobi, capitale du Kenya.

J'ai été extrêmement heureux lorsque le Kenya a invité le Conseil de l'OIC à se réunir ici, car je crois fermement aux avantages de la tenue des réunions en dehors de notre siège de Londres. Les délégués des Membres de l'OIC profitent de l'occasion pour bénéficier de première main de l'expérience des autres Membres, tandis que le secteur du café du pays hôte bénéficie d'une visibilité interne accrue et se projette à l'étranger.

Le Kenya est un Membre fondateur de notre Organisation et nous partageons un anniversaire important puisque l'OIC a été fondée la même année où ce pays a pris son indépendance. Bien qu'une réunion du Comité exécutif se soit tenue ici en 1977, c'est la première fois que le Conseil international du Café se réunit dans ce pays chaleureux et convivial. Cette session est donc une preuve de l'engagement continu du pays en faveur de l'Accord international sur le Café et de l'OIC. L'engagement du Kenya auprès de l'OIC se manifeste également par l'occupation de fonctions importantes au sein de l'Organisation au fil des ans. Deux Kenyans ont été présidents du Conseil international du Café, poste le plus important qu'un délégué puisse occuper à l'OIC. Monsieur W.O. Omamo a occupé ce poste pendant l'année caféière 1985/86 et Simeon Onchere a occupé le même poste en 1993/94. Grâce à de tels titulaires de postes et à sa participation active à nos travaux, le Kenya a contribué à faire de l'OIC ce qu'elle est aujourd'hui. Nous nous réjouissons à la perspective de nombreuses autres années de collaboration étroite et fructueuse.

Mesdames et Messieurs,

Lorsque le Conseil international du Café s'est réuni pour la dernière fois en session ordinaire, en septembre 2018, tous les regards étaient braqués sur la faiblesse des prix. En fait, le dernier jour de la réunion, le prix indicatif composé de l'OIC était légèrement supérieur à 98 cents EU la livre. Malgré une brève remontée en octobre de l'année dernière, aujourd'hui, six mois plus tard, le prix composé de l'OIC est encore plus bas, autour de 97 cents. La crise se poursuit donc et peu de raisons d'inverser rapidement la situation se dessinent à l'horizon.

Pour la plupart des producteurs, les prix actuels ne suffisent pas à couvrir les coûts de production. Les conséquences de cette situation sont dramatiques : réduction de l'utilisation des intrants qui entraîne une baisse de la production et de la qualité ; insécurité alimentaire et famine ; appauvrissement rural ; augmentation des migrations vers les zones urbaines et les pays développés ; et bien d'autres problèmes sociaux. À plus long terme, la faiblesse des prix devrait intensifier la tendance actuelle à la concentration géographique de la production, rendant le secteur beaucoup plus vulnérable aux chocs climatiques et politiques dans les principaux pays producteurs.

Comme vous vous en souviendrez, en septembre de l'année dernière, les Membres ont exprimé leur inquiétude face à la faiblesse des prix en adoptant la Résolution 465 qui confiait à l'OIC un certain nombre de tâches. Essentiellement, les décisions contenues dans la Résolution 465 peuvent être classées selon quatre grandes catégories :

1. Promouvoir un dialogue associant toutes les parties prenantes de la chaîne de valeur du café, en particulier l'industrie de la torréfaction, afin d'assurer la viabilité économique du secteur, en particulier en ce qui concerne ceux qui cultivent le café ;

2. Accroître la transparence, effectuer des recherches et produire des données indépendantes de haut niveau et pertinentes sur des sujets liés à la crise ;
3. Promouvoir la consommation de café, en particulier dans les pays producteurs de café ; et
4. Mettre en œuvre des mesures de sensibilisation, y compris un plan de communication axé sur les consommateurs, pour attirer l'attention sur le sort des caféiculteurs dans le monde entier.

Cette semaine, vous recevrez des rapports sur les mesures prises pour appliquer la Résolution 465, en particulier la promotion d'un dialogue avec les principales parties prenantes de la chaîne de valeur du café. D'ici septembre, date de notre prochaine réunion, une série d'événements consultatifs seront organisés pour attirer l'attention et discuter de solutions à la grave situation à laquelle sont confrontés les caféiculteurs. Le point culminant de ce processus sera atteint lors de la prochaine réunion du Conseil qui se tiendra à Londres en septembre. Nous avons l'intention d'accueillir à cette occasion un Forum des principaux dirigeants de l'industrie de la torréfaction, au cours duquel nous tenterons de présenter des propositions concrètes, y compris celles formulées lors du Forum mondial des producteurs de café.

En attendant, le programme de cette semaine réserve suffisamment de temps pour débattre de la crise actuelle. Dans le cadre de son rôle d'amélioration de la transparence du marché du café par la fourniture de statistiques et d'analyses, le Secrétariat a préparé trois études importantes et pertinentes pour nos débats : une enquête sur l'impact de la faiblesse des prix du café sur les pays exportateurs ; un rapport sur la rentabilité de la caféiculture dans certains pays d'Amérique latine ; et une analyse des marchés à terme et le rôle des spéculateurs. Je suis sûr que ces trois outils seront utiles pour aider à fonder nos débats sur des faits.

Tout en poursuivant ce dialogue avec les principales parties prenantes, les Membres exportateurs ne doivent pas perdre de vue la nécessité de mettre en œuvre des réformes structurelles afin de parvenir à l'efficacité et de promouvoir un environnement favorable pour leurs secteurs du café. Un exemple concret est donné par notre pays hôte, le Kenya. La semaine dernière, j'ai rendu une visite de courtoisie au Président Kenyatta pour le remercier d'accueillir cette session du Conseil. Au cours de notre réunion, j'ai été impressionné par sa détermination à réformer les arrangements institutionnels qui façonnent le café kenyan. À cette fin, il a créé un Comité de mise en œuvre du sous-secteur du café, sous la direction compétente du Professeur Joseph Kieyah, afin d'identifier les goulets d'étranglement et de mettre en place des mesures pratiques visant à augmenter la part des prix à l'exportation perçue par les producteurs. Bien que des progrès importants aient été réalisés, il reste encore beaucoup à faire. Le développement et l'expansion de la production de café et de la valeur ajoutée sont conformes à la Vision 2030 du Kenya et à son troisième Plan à moyen terme et

peuvent contribuer à une croissance durable et inclusive qui peut être de plus en plus résiliente, verte, inclusive, équitable et capable de créer des emplois décents et des moyens de subsistance de qualité pour nombre des habitants du pays.

En attendant, le Kenya dispose d'un atout très important dans la lutte pour échapper au piège des produits de base : la grande qualité de son café. Pour illustrer ce fait, je voudrais vous ramener au début de ma carrière, il y a presque quarante ans. Mon premier emploi était à l'Instituto Brasileiro do Café, l'agence gouvernementale brésilienne responsable de la réglementation du secteur du café à l'époque. Bien qu'encore très jeune, j'étais l'un des rares employés à maîtriser certaines langues étrangères et j'étais donc souvent chargé d'escorter les invités étrangers qui venaient au Brésil. L'un de ces visiteurs était le chef de la Fédération nationale colombienne des caféiculteurs, Arturo Gomez Jaramillo. Pour ceux qui sont trop jeunes pour le savoir, Don Arturo est une véritable légende dans l'histoire du café. Il a dirigé la Fédération de 1958 à 1982, période au cours de laquelle il a joué un rôle déterminant dans l'élaboration de la campagne Juan Valdez qui fut un grand succès. Lorsque je l'ai accueilli à l'aéroport, j'étais impressionné par son statut mais il s'est avéré être très accessible et amical. Parmi les sujets que nous avons abordés sur le chemin de son hôtel, il y avait la qualité du café. Je lui ai demandé quel café il considérait comme le meilleur au monde, m'attendant à ce qu'il me réponde le café de Colombie. À ma grande surprise, il m'a dit que le café du Kenya était le meilleur.

Je n'ai jamais oublié les paroles de Don Arturo et tous les Kenyans qui sont présents ici aujourd'hui ne doivent jamais les oublier. Le Kenya a le potentiel d'être un leader sur le marché des cafés de spécialité qui a l'énorme avantage de bénéficier de prix plus élevés et d'être, dans une large mesure, isolé du marché principal du café. Cependant, la qualité en soi ne suffit pas à assurer le succès, elle doit être soutenue par une stratégie de commercialisation à long terme pour atteindre à la fois les acheteurs et les consommateurs de café de spécialité. L'établissement d'une telle stratégie n'est qu'un des nombreux défis que doit relever le Comité de mise en œuvre du sous-secteur du café.

L'un des grands défis auxquels le Kenya est confronté est le développement de sa propre consommation de café qui n'en est qu'à ses débuts. Un niveau élevé de consommation intérieure présente de nombreux avantages pour les planteurs et les autres parties prenantes du secteur du café. Dans le passé, l'OIC a joué un rôle majeur en encourageant les pays producteurs de café à développer leurs marchés intérieurs. Cette semaine, nous espérons approuver un projet, financé par l'OIC, visant à stimuler la consommation intérieure sur l'ensemble du continent. Nos Membres examineront également les nouvelles mesures à prendre pour promouvoir la consommation intérieure dans les pays producteurs de café. Ce n'est là qu'un exemple des avantages de l'adhésion à l'OIC.

Mesdames et Messieurs,

Ne nous voilons pas la face : une mesure unique prise isolément ne peut pas apporter une solution à une crise qui est profondément enracinée et multiforme. Alors même que nous engageons un dialogue avec les parties prenantes du secteur mondial du café, nous devons travailler simultanément sur de nombreux fronts différents, notamment : accroître la productivité ; rationaliser la chaîne de valeur afin de réduire le nombre d'intermédiaires ; stimuler la consommation dans les pays producteurs de café ; améliorer les infrastructures et la logistique ; trouver des moyens d'atténuer les effets du changement climatique et de nous y adapter ; intégrer les jeunes dans la production de café ; et combler l'écart de genre.

Dans ces travaux laborieux, l'OIC joue un rôle unique en tant que plate-forme neutre où les pays producteurs et les pays importateurs peuvent se rencontrer au niveau gouvernemental, tout en collaborant étroitement avec les agences bilatérales et multilatérales de développement, ainsi qu'avec le secteur privé, la société civile et d'autres partenaires pour œuvrer en faveur de l'amélioration du secteur mondial du café.

Enfin, je tiens à remercier de nouveau nos hôtes, en particulier le Président Kenyatta qui s'intéresse personnellement à la revitalisation du secteur kenyan du café et qui a joué un rôle déterminant dans la tenue de la présente réunion ici, à Nairobi. Je suis persuadé que nos hôtes offriront aux délégués toutes les conditions nécessaires à la tenue d'une semaine de réunions très productive.

Asante sana.